

L'impérialisme français, un impérialisme dominé par l'Europe, l'Allemagne et les USA ? Est-ce cela que nous vivons ? Il ne semble pas. En vérité, si depuis la crise, le gouvernement français a procédé à des restructurations importantes, à la liquidation de certains secteurs (tanneries, textile,...), s'il a renforcé l'exploitation et la répression des travailleurs, n'est-ce pas pour faire payer la crise aux travailleurs ? Devons nous nous apitoyer sur le sort des capitalistes français et nous unir avec eux contre «l'ennemi allemand» qui serait d'après l'analyse du PCF «l'ennemi principal», ou au contraire porter nos coups contre eux et la bourgeoisie française ? La réponse, les sidérurgistes du Nord et de Lorraine nous la donnent en luttant résolument contre les licenciements que veut leur imposer la bourgeoisie française.

Il reste à s'interroger sur ce que propose le parti révisionniste comme solution «alternative» et pourquoi il s'ingénie à brosse ce tableau imaginaire faisant de l'impérialisme français une victime contre qui on prépare «un mauvais coup».

## «L'ALTERNATIVE»

«Rien n'est joué. Ce mauvais coup peut être empêché» déclare le PCF, présentant son «alternative» : «20 propositions pour l'Europe» ont été adoptées par le comité central du PCF en décembre dernier et constituent le programme du PCF en vue de l'élection des députés à l'assemblée européenne qui se déroulera en France le 10 juin prochain.

Ces propositions que devraient défendre les élus révisionnistes du futur parlement sont sensées représenter «l'alternative» à «l'Europe germano-américaine» actuelle et permettre la mise en œuvre «d'une grande politique pour la France». Examinons les.

## 20 propositions révisionnistes pour l'Europe

### • Des modifications importantes

Le PCF propose tout d'abord de

renégocier une série d'accords intervenus entre les Neuf. 5<sup>e</sup> proposition : «demander la renégociation des règlements agricoles du Marché commun». 6<sup>e</sup> proposition : «réexaminer les grands dossiers en cours en matière industrielle, agricole et commerciale». 7<sup>e</sup> proposition : «négocier avec l'ensemble de nos partenaires européens, en premier lieu avec la RFA, un rééquilibrage de nos échanges commerciaux, comme de nos relations industrielles, financières et monétaires». Il n'indique pas cependant de quelle façon pourraient être renégociés ces différents accords, ni à quel résultat aboutiraient ces renégociations.

### • Contre l'élargissement du Marché commun

Depuis l'été 78, c'est un nouveau mot d'ordre du PCF autour duquel il a mené une campagne d'envergure dans le Midi viticole. C'est sa première proposition : «refuser l'élargissement de la CEE, synonyme d'abandon national, de régression sociale, de destruction des capacités productives de l'agriculture comme de l'ensemble de l'économie française».

Nous reviendrons sur cette question importante de l'élargissement de la CEE à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne, question qui fera l'objet d'un prochain article. Disons simplement que pour le PCF, qui présente cet élargissement comme directement lié à la prochaine consultation électorale, cette entrée des trois pays d'Europe du Sud dans le Marché commun entraînerait inéluctablement des conséquences économiques catastrophiques pour le Midi viticole, pour la France, pour les trois pays concernés et pour l'ensemble de la CEE, et affirmerait politiquement le poids de la RFA sur l'Europe.

Il convient de rappeler tout d'abord que les négociations entre les pays de la CEE et l'Espagne et le Portugal sont à peine engagées, et qu'il est prévu dans les conditions d'adhésion des délais de cinq à dix ans avant d'aboutir à une intégration économique dans le Marché commun ; d'autre part des relations commerciales très importantes existent déjà entre ces pays et la CEE, donc cette question n'est ni tout à fait nouvelle ni immédiatement posée.

Il faut d'autre part examiner quelles conséquences entraînera cet élargissement. Il est une question sur laquelle bien sûr le PCF ne s'interroge pas, c'est de savoir si cet élargissement permettra ou non une résistance plus grande de l'Europe aux pressions des deux super-puissances. Renforçant l'intégration européenne, ne rendra-t-il pas plus difficiles ces pressions qui s'exercent plus facilement sur un pays isolé donc plus faible ? Ces trois pays qui possèdent une longue tradition de luttes de classe, dans lesquels la classe ouvrière a maintes fois manifesté sa combativité, ne seront-ils pas un frein dans les tentatives des bourgeoisies des Neuf pour mettre en place un modèle de collaboration de classes, modèle que les pays capitalistes d'Europe du Nord ont jusqu'ici réussi à imposer à leur peuple ? Enfin la liquidation des petits producteurs du Midi est-elle comme le déclare le parti révisionniste, inéluctable du fait de l'élargissement ? Une lutte résolue des viticulteurs ne pourrait-elle pas faire reculer le gouvernement, en imposant des conditions garantissant leur existence ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre dans un prochain article.

### • Des vœux pieux

Une série de propositions, qu'on retrouvera d'ailleurs certainement dans l'ensemble des programmes électoraux des partis bourgeois, sont destinées à rapprocher du PCF certaines couches, femmes, écologistes, immigrés, jeunes... 4<sup>e</sup> proposition : «assurer l'égalité des droits entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le travail, la formation et la promotion professionnelles.» 3<sup>e</sup> proposition : «pour les jeunes... prise en compte de leurs revendications au droit au travail, à l'éducation et aux loisirs, à la parole et à la participation». 10<sup>e</sup> proposition : «élaborer une convention européenne de l'environnement».

### • «Démocratiser les institutions européennes»

Quatre propositions (12, 13, 14, 15) sont axées sur cette question, que le PCF avait développée au moment de la signature du Programme commun.

Le PCF tout en refusant toute ex-